



Fenêtre sur le monde n°7

Sortir, ouvrir : de pays en pays, de langue en langue, ces mots banals acquièrent aujourd'hui une signification de nouvelle liberté. Parfois pléonastiques (sortir dehors) ou emphatiques (ouvrir grand), ils dénotent un soulagement mêlé d'inquiétude. Tels des convalescents, de grands accidentés réapprenant à marcher, voilà le moment d'affronter ce monde « immense et plein de dangers » dont le confinement nous avait éloignés. Mais nous n'oublions tous ces



travailleurs qui ont toujours été aux avant-postes, en payant le prix. Et nous constatons que ceux qui, hier, feignaient d'exalter l'engagement collectif pour vaincre la pandémie, changent soudain de discours invoquant à l'envi la « responsabilité individuelle » ; que les pires ennemis de la liberté réclament, au nom de la liberté, une réouverture au mépris de toute prudence. Nos nouveaux mots-fétiches s'appellent protection et participation aux décisions. Ceux qu'on nous oppose s'appellent arrogance et recul de droits. Ils sont parés de la noblesse du don et de la solidarité. Mais le don et la solidarité ont été le pain quotidien qui a nous a nourris pendant la longue nuit confinée. Nous en connaissons le sens véritable. Nous n'avons jamais été dupes : aucun « monde d'après » n'émergera sans lutte. « Pour que le soleil tourne, il faut beaucoup de travail ».

Europe

Le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) s'adresse à la Commission européenne

Plusieurs pays européens rouvrent peu à peu leurs établissements d'enseignement. Le CSEE pense que les mesures de dé-confinement des différents pays doivent être coordonnées et avoir comme objectif d'éviter des nouveaux foyers épidémiques. C'est pourquoi il a adressé une lettre à la Présidente de la Commission européenne pour lui indiquer le point de vue des syndicats. Dans cette lettre, le CSEE met en évidence cinq points cruciaux :



1. Les mesures de réouverture des établissements de tout niveau doivent être le résultat des consultations avec les partenaires sociaux.
2. Les établissements qui rouvrent doivent disposer des ressources nécessaires pour mettre en œuvre les mesures de protection sanitaire des personnels et des élèves. Aucune mesure hâtive de réouverture ne doit être prise sans consultation préalable des partenaires sociaux.
3. Il faut évaluer l'enseignement à distance et réfléchir sur les défis auxquels font face les enseignants qui travaillent ainsi. Cette évaluation doit tenir compte des inégalités d'accès, des difficultés d'organisation et de la charge de travail des personnels.
4. L'année scolaire et universitaire a été profondément perturbée. La profession enseignante doit être consultée sur les remèdes à apporter, notamment sur les méthodes d'évaluation cohérentes.
5. Les droits des personnels doivent être respectés à tout moment : charge et temps de travail, salaires et pensions. Leur importante contribution pendant la crise doit être reconnue. La coopération avec leurs syndicats maintiendra des lieux de travail sûrs et conservera un personnel de qualité dans l'éducation.

Le CSEE attend une réponse et appelle les États et les ministres de l'éducation « à tenir compte de ces points fondamentaux dans leurs projets de stratégie de sortie ».

Si l'on regarde la France, on constate que le ministre de l'éducation n'a jamais lu cette lettre ou l'a complètement ignorée. Car ici, le « dialogue social » s'est depuis longtemps transformé en « monologue social » et la voix syndicale est exclue.

<https://www.csee-etu.org/fr/themes/covid-19/3829-alors-que-l-europe-prevoit-de-sortir-du-confinement-du-au-covid-19-les-dirigeant-e-s-doivent-ecouter-le-personnel-educatif-et-ses-syndicats>

Australie

Journée nationale d'action le 21 mai pour sauver l'emploi dans l'ESR

En interpellant familièrement mais fermement le ministre Dan Tehan et le gouvernement fédéral, la NTEU (*National Tertiary Education Union*, notre partenaire à l'Internationale de l'éducation [IE]) s'inquiète des milliards qui manquent au budget des universités. Ces dernières sont exclues de *JobKeeper*, le fonds d'aide permettant de faire face à la crise économique due au COVID19. Les règles ont changé, de sorte que l'ESR n'y soit plus éligible. Le syndicat exige donc un plan de soutien pour éviter l'hécatombe des licenciements qui s'annonce : il faut sauver 30.000 emplois ! Le fait que l'ESR ne soit plus éligible aux mesures d'aide est dévastateur tant pour l'université que pour la recherche : 7.000 emplois menacés dans la recherche fondamentale, de très nombreux emplois dans les autres domaines, même dans la recherche médicale y compris l'immunologie.

C'est ainsi qu'on « récompense » les efforts colossaux des collègues pour s'adapter au télétravail, assurer la « continuité pédagogique » et ne pas perdre de vue leurs étudiants, y compris les plus vulnérables (cf. notre *Fenêtre* n°6 sur les étudiants aborigènes).

En Australie, la recherche et l'université sont financées par des fonds publics, des fonds « non gouvernementaux » (donations diverses, contrats etc.) et les « fonds discrétionnaires » des universités, provenant des frais de scolarité : 26% de ces fonds provient des étudiants internationaux.

Lors de la fermeture des établissements suite au COVID19, les laboratoires ont mis leurs compétences au service de la recherche biomédicale et clinique là où ils pouvaient, mais n'ont pas toujours eu les forces leur permettant de faire face, car les étudiants internationaux (doctorants, post-doc) étaient absents et les partenaires privés se sont retirés pour « réduire les coûts », en prévision de la crise économique et de la baisse de leur activité.



YOU HAVE ONE JOB, DAN!

SAVE HIGHER ED

- There is a devastating \$5 billion shortfall in Higher Education funding.
- The JobKeeper rules have changed three times to ensure universities miss out!

NATIONAL DAY OF ACTION THURS 21 MAY

Join us to demand a Support Package for Higher Education.

Tehan, Frydenberg, ScoMo. Act Now.
#SaveHigherEdJobs

NTEU National Tertiary Education Union

Les postes en Australie étant majoritairement précaires, les « employeurs » universitaires licencieront à foison. Les premiers impactés seront les derniers embauchés, les plus jeunes, et, sans surprise, les femmes, à qui on reprochera d'avoir été « moins productives » pendant la période de la pandémie. Or, des études sérieuses montrent à quoi est due cette baisse, réelle, de « productivité » des femmes dans l'ESR lors du confinement (cf. notre *Fenêtre* n°4).

Le gouvernement fédéral pense qu'il faut « des réductions d'impôts et des réformes pour réduire les « coûts » » pour les entreprises. Mais investir dans la recherche n'est-il pas un moyen bien plus efficace pour aider l'économie à se relever ? Comme au Québec (cf. notre *Fenêtre* n°5) ou en Grèce (voir ci-dessous), la recherche ne doit pas être considérée comme un « luxe », mais comme le premier des investissements post-COVID19.

Voilà pourquoi la NTEU proteste. Mais elle s'active aussi en négociant un plan d'urgence permettant dans l'immédiat de sauver 12.000 postes. Annoncé le 13 mai, ce plan prévoit entre autres les mesures suivantes :

- personne ne restera sans salaire
- dans les universités les plus touchées, pendant un an, la majorité recevra 90-95% de son salaire, et les plus bas salaires ne seront pas touchés
- les autres droits sociaux, comme les congés, ne seront pas modifiés
- priorité aux précaires pour les nouveaux postes, s'il y en a
- c'est à l'université de prouver qu'il n'y a pas de travail, si elle licencie

Université par université, ce plan doit être appliqué sans délai. « Dan Tehan doit garantir le fait que les personnels des universités ne finiront pas au chômage ».

<https://www.abc.net.au/news/2020-05-11/australia-research-workforce-facing-widespread-coronavirus-pain/12234704>

<http://www.nteu.org.au/article/Media-Release%3A-Landmark-agreement-preserves-12%2C000-jobs-and-hard-won-university-conditions-22048>

« Et maintenant, que ferons-nous sans les barbares ? Ces gens-là étaient une certaine solution »

En paraphrasant ce vers célèbre du poète grec Constantin Cavafy (1863-1933) où il n'était pas question d'étudiants mais de « barbares » que les habitants d'une cité attendaient impatiemment mais qui ne sont jamais venus, on peut résumer le malaise de l'ESR australienne, dont le financement et les performances se sont basés pendant des décennies sur cette population internationale. Les universités en sélectionnaient « les meilleurs », c'est-à-dire les plus fortunés.

Or, le COVID19 empêche la mobilité internationale, la suspendant même totalement pour la plupart des pays pendant le premier semestre de l'année universitaire à venir. Les vaches ne donneront plus de lait, le gouvernement fédéral s'en lave les mains, et l'ESR souffre.

Cela risque de ne pas être passager, prévient Deborah Terry, présidente de la CPU australienne. Elle estime que la situation deviendra peut-être normale au bout de 5 ans, car il ne faut pas sous-estimer la baisse des revenus des familles dans tous les pays du monde, même si l'Australie recrute les rejetons des familles qui ont en général les moyens. Si le *Commonwealth* n'aide pas (ce que Deborah Terry appelle de ses vœux), l'ESR australienne risque l'effondrement.

Il n'est jamais trop tard pour reconnaître les défauts du système : le trésorier de la CPU australienne, Josh Frydenberg, pense qu'il y avait une trop forte dépendance des étudiants internationaux, et reconnaît que maintenant les universités vont en payer les frais.

Cependant, « les universités », ou « l'ESR » ne sont pas des abstractions : cela représente des vies, des familles, des jeunes, des emplois, et... des connaissances et découvertes futures. Sans parler des emplois induits dans le privé, les conséquences sur l'industrie et les services...

La NTEU a fait ses comptes. Elle demande des comptes au gouvernement fédéral et attend, comme Deborah Terry, que le *Commonwealth* prenne aussi ses responsabilités.

<https://www.smh.com.au/politics/federal/tens-of-thousands-of-university-research-jobs-at-risk-from-funding-blow-20200506-p54qe5.html>

Brésil

Le photographe Sebastião Salgado, qui prend la défense des peuples indigènes, visé par le Bolsonavirus

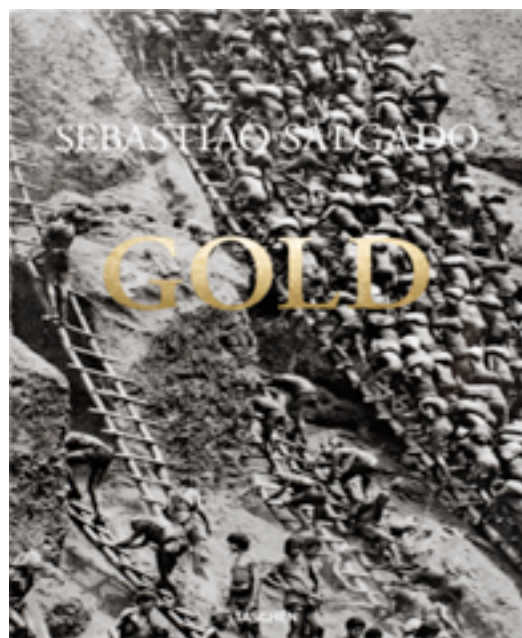
Le photographe brésilien mondialement connu, qui a beaucoup photographié les peuples de l'Amazonie brésilienne, avait lancé un appel pour protéger de la contagion du COVID19 les communautés indigènes. Cette contagion pourrait venir de l'extérieur : nombreux contacts à cause de l'activité extractive, de la coupe d'arbres (le bois est très recherché pour des meubles de jardin par exemple, vendus par des grandes firmes en Europe et dans le monde entier), des éleveurs de bétail et des prêcheurs évangéliques (qui désorientent les fidèles diffusant des fausses nouvelles sur le coronavirus).

Salgado, suivi de nombreuses personnalités y compris des scientifiques de plusieurs pays, a tiré un signal d'alarme face à cette contagion, craignant « un génocide ».

Certes, le terme est fort et souvent utilisé à tort et à travers, ce qui l'affaiblit. Mais Salgado voulait surtout faire naître chez les décideurs de son pays la conscience du risque accru de morts dans les communautés indigènes, car le gouvernement n'a pas estimé utile de prendre des mesures spéciales, ni d'y consacrer des fonds.

Le photographe s'est attiré les foudres de la FUNAI (la Fondation nationale de l'Indien), organisme gouvernemental affidé à Bolsonaro, qui a répondu : « si Salgado veut aider les autochtones, il n'a qu'à vendre ces photos et leur donner l'argent ». La FUNAI a tout de suite mis au rebut les photos de Salgado accrochées dans ses locaux.

Mais les instances des communautés concernées, comme le CIMI (le Conseil indigéniste missionnaire, lié aux évêques catholiques), a dénoncé qu'en pleine pandémie le gouvernement a profité pour prendre



des ordonnances accélérant la spoliation des terres. « Au moment où les cas de COVID19 et les morts augmentent dans ces communautés, on les prive du droit de délimiter leurs terres pour se protéger », selon le CIMI.

La réponse officielle de la FUNAI est que le CIMI, tout comme les ONG qui défendent les autochtones, sont « liés au groupes marxistes de la théologie de la libération » et aux « 20 ans d'incurie des gouvernements fédéraux » (précédant Bolsonaro), qui ont réduit les communautés en assistées permanentes. Mais les intéressés, qui ont tenu leur *Acampamento Terra Livre* annuel virtuellement les 27 et 30 avril, ne se laissent pas faire. Ce « gouvernement fasciste » de Bolsonaro, outre les exposer au COVID19 et les laisser à leur sort, a augmenté les pouvoirs d'institutions satellites comme la FUNAI, complètement « inféodées aux intérêts des latifundia, de l'agrobusiness et des entreprises minières », ont-ils déclaré.

La déforestation pendant les 4 premiers mois de 2020 a augmenté de 59% par rapport à la même période de 2019. Et les peuples autochtones luttent à armes inégales contre les deux fléaux : le COVID19 et le Bolsonavirus.

<https://ilmanifesto.it/chiede-di-proteggere-gli-indigeni-salgado-messo-allasta-da-bolsonaro/>



Burkina Faso

Au « Pays des hommes intègres » et de Thomas Sankara, les universitaires n'ont pas leur langue dans leur poche !

Mahamadé Savagodo est enseignant-chercheur et responsable du laboratoire de philosophie à l'Université Joseph Ki-Zerbo du Burkina Faso. Il a donné le 8 mai une interview au média en ligne Le Faso. Basé sur son expérience de philosophe et d'universitaire, il tire des leçons de la pandémie pour le présent et l'avenir, pour l'Afrique et ses rapports avec l'Occident.

Au Burkina, contrairement à la France, les masques existent et se portent au quotidien depuis le 27 avril ! Notre collègue dit en porter un dès qu'il sort de chez lui.

Les philosophes et intellectuels africains ne sont pas restés inactifs face à la crise : trois appels internationaux initiés par eux, en réponse à des appels à contribution lancés par l'UNESCO et par des revues d'universités africaines. Les questions d'éthique et philosophie morale sont très importantes pendant cette crise, surtout concernant le lien entre responsabilité individuelle et vie collective, organisation dominante des sociétés et philosophie politique.

Il est à déplorer qu'une partie de l'opinion publique burkinabée ne croit pas à l'existence du COVID19 ou le considère comme « une affaire politique ». Notre collègue pense que pour éradiquer cette croyance

dangereuse, il faut que les acteurs de la société civile en dehors du gouvernement, par exemple les syndicats ou les associations, sensibilisent la population.

Les États africains, en situation de dominés, étaient censés s'effondrer à cause de la pandémie. Mais « en dépit des images d'horreur qui nous parviennent d'Europe et d'Amérique, on s'obstine à prédire la catastrophe en Afrique » et si elle n'est pas sanitaire, on dit qu'elle sera économique. La pandémie a monté les limites des pays dits développés. « Les pandémies ne suffisent pas, à elles seules, à provoquer des révolutions politiques et sociales susceptibles de bouleverser les rapports sociaux de production, mais elles peuvent aider à rappeler l'importance de la vie humaine et à accorder plus d'attention à des secteurs négligés de la vie sociale ».

Mahamadé Savagodo est optimiste : la pandémie contribuera à remettre en cause la mondialisation néolibérale et accélérera l'épuisement des ressources idéologiques par lesquelles le capitalisme se justifie. « La manière dont la crise est affrontée peut servir à alimenter la contestation de l'ordre libéral dominant et permettre d'imposer certaines revendications sociales ». Mais « le combat sera appelé à se poursuivre », car notre collègue est convaincu que seuls des changements de gouvernements ou la satisfaction de certaines revendications ne suffiront pas.

Avec son mouvement « le manifeste des intellectuels », il poursuit la publication de son journal *Hakili*, dont un numéro spécial sera consacré au COVID19, mais aussi un autre chantier majeur, « philosopher en langues nationales » : une expérience qui met en valeur les langues africaines comme langues de science et de culture. Cela aussi est un signe que les intellectuels africains, comme l'Afrique en général, veut acquérir sa place à égalité avec le reste du monde.

<https://lefaso.net/spip.php?article96675&fbclid=IwAR2u5dKANo4IYvJ3KXSAqRGOi2qXkxDBPqbuCGYa19FekzAfzxmM2AFdVTQ>



États-Unis

Elles et ils ont perdu leur emploi, et devront maintenant quitter les États-Unis

Ingénieurs indiens, consultants britanniques, architectes iraniens etc.: comme des millions de travailleurs dans le pays, ils ont perdu leur emploi à cause du COVID19. Mais comme ils n'ont qu'un visa de travail, ils n'ont pas droit au chômage, malgré le fait qu'ils paient leurs impôts et sont tout à fait légaux. Ces travailleurs hautement qualifiés avaient obtenu le permis de travailler aux États-Unis et étaient souvent soutenus par leurs employeurs dans leur demande de permis de résidence dont l'obtention peut prendre plusieurs années. Faisant partie de programmes qu'en France on qualifie « d'immigration choisie » (comme si les humains étaient des objets qu'on peut « choisir »), ils avaient un moment rêvé de faire leur vie aux États-Unis où ils étaient bien payés et bien traités.

Mais Trump est passé par là : il veut « l'Amérique d'abord », et les étrangers dehors. Pour qu'ils ne mangent pas le pain des Américains, les étrangers que les entreprises ont licenciés pour cause de baisse d'activité due à la pandémie, doivent trouver tout de suite un nouvel emploi ou rentrer chez eux. Mais quand l'économie est en crise et le chômage flambe, comment trouver un emploi ?

Même les étrangers qui ont obtenu des diplômes des universités états-uniennes et avaient la possibilité d'y travailler à leur sortie de l'université doivent déguerpir : le chômage est à 14,7%, « la priorité » sera donc donnée aux nationaux, comme le disent des sénateurs Républicains au Congrès. Les étrangers qui sont déjà là sont jetés « dans les limbes » comme le dit un membre de l'Association américaine des

avocats de migrants. Les avocats demandent l'extension de la durée des visas au moins 90 jours après la fin de l'état d'urgence sanitaire.

La détresse est évidemment immense pour les couples mixtes qui avaient programmé de faire leur vie aux États-Unis : ceux qui avaient programmé leur mariage ou qui n'ont pas pu se marier à cause du confinement sont dans une course contre la montre, car, si le membre du couple qui n'a pas la nationalité ne trouve pas de travail, c'en est fini pour les projets de famille.

Les embauches sont partout gelées pour cause de crise. Les travailleurs sont souvent endettés. Et si les vols internationaux ne reprennent pas, ils sont bloqués et doivent attendre que leurs pays les rapatrient, au risque de devenir des sans-papiers et de se faire arrêter par la police.

Le COVID19 a bon dos. Trump veut se faire réélire et les employeurs sacrifient ces travailleurs au nom de la « prudence économique ». Mais les témoignages recueillis par le *New York Times* font apparaître des vies humaines dévastées.

https://www.nytimes.com/2020/05/12/us/foreign-workers-visas-immigrants.html?algo=bandit-story&fallback=false&imp_id=996424266&action=click&module=moreIn&pgtype=Article®ion=Footer&action=click&module=MoreInSection&pgtype=Article®ion=Footer&contentCollection=U.S.%20News

Inégalités « raciales » et COVID19 ? Non, inégalités sociales !

Les Latinos ont-ils des particularités qui font d'eux des victimes de prédilection pour le COVID19 ? Dans un pays où les statistiques dites « ethniques » sont courantes et où le mot « race » fait partie du vocabulaire quotidien et même officiel quand il faut, par exemple, définir la couleur de peau d'un individu, on ne serait pas surpris d'une catégorisation « raciale » des victimes de la pandémie. De première vue, c'est le cas. Mais les données statistiques et les témoignages des professionnels de la santé, y compris latinos, montrent une autre réalité.

Certes, la disparité est « alarmante » : quand l'Oregon a commencé à tester, le Dr Eva Galvez, qui travaille dans une clinique recevant des patients de milieux populaires, a constaté que les Latinos, la moitié des personnes testées, avaient 20 fois plus de résultats positifs que les autres. Les épidémiologistes ont aussi étudié « le cas Latinos » et celui des Africains-américains, plus durement frappés que les autres. Dans l'Iowa, les Latinos sont 6% de la population, mais 20% des patients COVID19. Dans l'État de Washington, ils sont 13% de la population et 31% des malades.

Les patients du Dr Galvez ont tous des revenus modestes, ce qui l'a poussée au début à écarter ce critère. Mais les experts en santé publique pensent que toutes les « minorités ethniques » du pays encourrent un risque accru, car ces personnes ont souvent des emplois mal payés et n'ont donc pas cessé d'aller sur leur lieu de travail pendant que d'autres travaillaient à distance. Elles n'ont pas non plus accès à des soins de qualité et souffrent d'autres maladies, comme le diabète ou l'obésité.

L'Oregon a donné la priorité aux tests aux Latinos et autres minorités, reconnaissant le risque encouru à cause d'inégalités de longue date, sociales ou de santé. Ce que le Dr Galvez constate parmi ses patients depuis longtemps. Leurs conditions de vie et de travail génèrent ces inégalités : par exemple, travailler dans des abattoirs ou des usines de découpe de viande c'est être par définition dans un cluster COVID19.

Les Latinos sont certes très divers aux États-Unis. Beaucoup sont nés dans ce pays et même font partie de familles installées depuis des générations. Les cas de COVID19 sont plus nombreux dans les États comme l'Oregon où les Latinos sont arrivés plus récemment, que dans le Nouveau-Mexique où ils font partie d'une longue histoire. C'est pourquoi Daniel López-Cervillos, professeur d'études latinos à l'*Oregon State University*, pense que « tous les Latinos ne sont pas créés égaux » : inégalités sociales et d'accès aux soins, et manque d'assurance-maladie.

Si on affine les statistiques on voit que la mortalité des jeunes Latinos (et Africains-américains) est plus élevée que celle des autres patients du même âge. Mais cela n'a rien d'étonnant, vu que, comme le dit le Dr Galvez, médecin *et* Latina, « les patients dont je m'occupe ont été beaucoup plus frappés par la maladie que ma famille ou mes amis ».

L'inégalité sociale est donc le premier facteur de risque. La nature du travail aussi : les soignants redoutent une flambée fin mai, quand la saison des récoltes va arriver, menant dans les champs quelques 160.000 saisonniers latinos. C'est pourquoi le Dr Galvez et les organisations de défense de ces travailleurs ont obligé l'administration à prendre des mesures, contraignant les propriétaires des fermes à sécuriser le travail et l'hébergement de leur personnel. Les fermiers ont protesté contre ces mesures « trop coûteuses » qui les mèneraient « à la faillite ». Mais l'administration pense au contraire qu'il faut protéger la santé des travailleurs, et, du même coup, de la population : « tu ne peux pas télétravailler quand tu récoltes des fruits et des légumes », a-t-elle répliqué aux fermiers.

https://www.nytimes.com/2020/05/07/us/coronavirus-latino-disparity.html?campaign_id=154&emc=edit_cb_20200507&instance_id=18307&nl=coronavirus-briefing®i_id=118678500&segment_id=26863&te=1&user_id=a70d1d898464fb79de786a94b21ee8

Lire sur le même sujet l'article de la correspondante du quotidien italien *Il Manifesto* à New York :

<https://ilmanifesto.it/usa-il-virus-colpisce-gli-italiani/>



Les universités seront-elles numériques à la rentrée de septembre ?

La *California State University*, la plus grande université publique du pays, craint une seconde vague de COVID19 à la rentrée, c'est pourquoi elle envisage de se transformer en université entièrement virtuelle. D'après le *New York Times*, la *Cal State* annule tous les cours dans ses 23 campus, et dit aux étudiants de ne pas y aller. Bien d'autres universités pensent au contraire faire revenir les étudiants sur les campus en septembre.

Les cours entièrement virtuels sont un moyen de faire des économies pour les universités déjà fortement impactées par la fermeture pour cause de COVID19. Comme les universités australiennes (cf. ci-dessus), les universités états-uniennes misent largement sur « les fonds propres », dont les frais de scolarité payés par les étudiants, et les contrats et donations diverses. Les étudiants, qui travaillent et s'endettent pour payer leurs études, seront lourdement frappés par la crise. Ceux qui ont perdu leur travail ne le retrouveront peut-être pas, et les parents auront exactement le même problème, compte tenu de l'absence de protection sociale au pays du libéralisme et de la « réussite » individuelle.

Comment les universités se financeront-elles, si les étudiants réclament un gel ou une réduction drastique des frais de scolarité ?

Le Congrès a aidé à hauteur de 14 milliards de \$, mais c'est insuffisant. En l'absence de mesures plus importantes et durables, le recteur de la *Cal State*, anticipant les demandes de ses 480.000 étudiants, tout en reconnaissant que l'enseignement présentiel est essentiel, veut les confiner à nouveau chez eux.

Il n'est malheureusement pas le seul. Le COVID19 a donné des idées à d'autres, comme l'Université McGill à Montréal, qui envisage « une majorité de cours » en ligne à la rentrée ou la *Wayne State University*, dans le Detroit qui est un cluster de COVID19. Au contraire, selon la présidente de la Brown University, « la réouverture des campus doit être une priorité nationale ». Mais le mot « nationale » n'a pas beaucoup de sens, car chaque université évalue sa capacité/volonté de rouvrir en fonction de ses critères, dont le principal est la taille et le lieu où elle est située.

Aux États-Unis, le COVID19 fait des ravages plus grands que dans les pays européens les plus touchés. Bien sûr, la pandémie se diffuse plus vite dans les grandes métropoles, surtout à cause du retard des mesures de confinement. L'attitude irresponsable de Trump et ses déclarations contradictoires visant surtout à ne pas toucher à « l'économie » (lire « ses amis de Wall Street »), ainsi que les manifestations anti-confinement de la part de l'extrême-droite (cf. notre *Fenêtre* n°6) ont mis la vie des citoyens en danger.

Quant aux universités, le système de financement (qu'on nous vante souvent en France au nom de la performance ou de l'excellence) montre ses limites au moment où la crise économique mondiale se profile.

<https://www.nytimes.com/2020/05/12/us/cal-state-online-classes.html?action=click&module=Spotlight&pgtype=Homepage>



Grèce

**« La recherche est un investissement, non un luxe pour la Grèce !!!
Soutenir la recherche c'est soutenir la société »**

La Grèce a dé-confiné une semaine avant la France, avec un succès relatif. Mais c'est maintenant que les difficultés commencent. L'*Union des chercheurs grecs*, notre syndicat partenaire, prend les devants pour éviter qu'on leur dise que la recherche est un luxe dans une période où tant de travailleurs seront au chômage et tant d'entreprises feront faillite.

En Grèce, les centres de recherche sont un secteur « productif extraverti et très dynamique, reconnu internationalement comme le montrent les évaluations depuis 1995 et les succès dans les programmes européens ». Ils ont aidé à faire face à des situations de risque majeur : Tchernobyl, nappes de pétrole en mer, naufrages, tremblements de terre et risques volcaniques etc., c'est pourquoi ils ont une très bonne image aux yeux des citoyens.

Pendant la crise COVID19, ils ont mis à disposition de l'État leur infrastructure, leur matériel, ainsi que leur force scientifique en coopération avec l'université : aujourd'hui, 6 centres de recherche et 4 universités travaillent ensemble pour protéger la santé de la population.

C'est pourquoi l'*Union des chercheurs grecs* ne peut accepter que les gouvernements « découvrent » l'existence de la recherche et de l'université uniquement en période de crise. Les personnels scientifiques, sans être soutenus par la puissance publique qui, au contraire, les soumet à une bureaucratie exponentielle, réussissent à conserver leur excellente place au niveau international, et à maintenir le haut niveau des infrastructures.



C'est pourquoi la recherche doit être « l'industrie lourde » de la Grèce pour le jour d'après. Elle doit être soutenue financièrement et au niveau institutionnel :

- un espace unique de l'enseignement supérieur et de la recherche doit être mis en place nationalement, pour éviter le morcellement
- la recherche fondamentale, condition *sine qua non* de la recherche appliquée et de l'innovation doit être renforcée
- il faut une politique de recherche nationale et l'instauration d'une stratégie nationale de recherche qui mettent en valeur de façon cohérente l'ensemble des forces scientifiques et de recherche du pays.

Dans un pays qui venait juste de sortir la tête de l'eau, la recherche scientifique sera indispensable pour ne pas sombrer à nouveau. Espérons qu'elle ne sera pas traitée de la façon cavalière dont le gouvernement traite l'éducation, l'environnement et les migrants.

Migrants : esprit de Pâques, es-tu là ? Non, j'ai déménagé !

Le projet (déjà largement insuffisant, mais considéré comme un frémissement de changement de politique) du gouvernement d'exfiltrer des camps les migrants les plus vulnérables pour les reloger dans des conditions décentes ailleurs et éviter la propagation du COVID19 avait été annoncé pour le 20 avril, le lendemain de la Pâques grecque. Nous en avons parlé dans notre *Fenêtre* n°4.

Malheureusement le gouvernement n'est plus illuminé par l'esprit de Pâques : nous apprenons que, début mai, rien encore n'a été fait, et que le fameux projet est reporté pour plus tard. Quelques personnes seulement ont été « exfiltrées » car acceptées au Royaume-Uni suite à des demandes de regroupement familial. Le gouvernement grec en a profité et a « rentabilisé » le vol, pour faire rapatrier des citoyens grecs.

Les garde-côtes grecs font le « sale boulot » pour réduire le nombre des personnes qui débarquent en Grèce : comme le dénoncent les organisations humanitaires, vidéos à l'appui, les barques pleines de migrants sauvés en mer se dirigent vers... la Turquie, où les naufragés seront lâchés sans protection. C'est dans ce pays que l'UE sous-traite ses migrants. Cela évite de grossir les rangs des malheureux entassés dans des camps où sévit le COVID19.

https://www.efsyn.gr/ellada/koinonia/242930_aegean-boat-report-binteo-katagrafei-skafos-toy-limenikoy-na-epanaproothei

Le gouvernement est certes « très occupé » par le dé-confinement et les migrants ne font plus partie de ses préoccupations. Mais le dé-confinement n'a empêché de faire voter une « proposition de loi multiple » dont la Grèce a le secret et où l'on prévoit pêle-mêle des tas de choses sans rapport les unes avec les autres. Le but cette fois-ci était de réduire les règles environnementales, au nom de la « crise » économique : il faut faciliter la vie aux investisseurs ! Cela ne vous rappelle-t-il pas quelque chose qui s'est passé aussi en France ? C'est l'esprit non de Pâques, mais de lucre qui saisit les gouvernements. Protestation en ligne : <https://urlz.fr/cHJc>



Droit de suite : l'université en prison ne doit pas être une illusion

Vassilis Dimakis, le prisonnier qui étudie la science politique et dont nous avons relaté les mésaventures dans notre *Fenêtre* n°6, semblait tiré d'affaire suite à la mobilisation de ses condisciples et de la société civile demandant son transfert dans sa prison initiale, à Korydallos (banlieue du Pirée), où il pouvait poursuivre ses études à distance par temps de pandémie, comme tous les autres étudiants du pays.

Nous nous étions réjouis trop tôt d'une décision de justice lui donnant raison et demandant à l'administration pénitentiaire de procéder à son transfert sans délai. Car le diable se cache dans les détails, et l'université en prison est toujours un combat.

Transféré, certes, mais isolé et toujours dans l'impossibilité de suivre les cours : il n'est pas dans sa cellule habituelle de la prison des hommes, qui possède l'infrastructure nécessaire ; il est placé en isolement de 14 jours pour cause de COVID19 (au cas où il l'aurait attrapé dans sa prison de province). Or, on ne l'a pas testé, et on lui permet de côtoyer les gardiens. De plus, il n'est pas dans la partie « médicale » de la prison, mais dans celle des détenus condamnés pour terrorisme...

Vassilis Dimakis avait recommencé une grève de la faim. Selon son avocat, il a été obligé d'arrêter le 10.05, pour des raisons médicales. Les enseignants de son université, les doctorants et des citoyens se sont à nouveau mobilisés pour le soutenir. Le syndicat des étudiants du département des sciences politiques a appelé à un rassemblement devant le ministère de Protection du citoyen (en charge des prisons), pour exiger le retour à la normale de leur condisciple.

Mais, comme dans le cas des migrants, le gouvernement est trop occupé à faire passer une loi où les établissements d'enseignement (non les prisons !) pourront installer des caméras dans les classes, sous prétexte d'enregistrer les cours pour ceux qui n'iront pas en classe par temps de pandémie...

L'avis des enseignants ? Il ne compte pas. Surveiller, encore surveiller : la pandémie fait naître de nouveaux « talents » de *Big Brother*. Les parents s'inquiètent : « nos enfants ne doivent pas devenir des protagonistes de télé-réalité ».

Entraînez encore et encore vos traducteurs automatiques préférés :

https://www.efsyn.gr/ellada/dikaiomata/242854_anastellei-tin-apergia-peinas-kai-dipsas-o-basilis-dimakis

https://www.efsyn.gr/ellada/ekpaideysi/242756_na-mi-ginoy-n-ta-paidia-mas-protagonistes-rialiti

Italie

Manifeste pour une éducation inclusive de la FLC-CGIL

La FLC-CGIL, notre fédération partenaire au CSEE et à l'IE, a rédigé un Manifeste qu'elle a eu la gentillesse d'envoyer à la FERC. On peut le trouver sur le site de nos camarades italiens, prêt à être signé pour être remis au ministère de l'éducation. Il constitue, avec deux autres plateformes de la fédération, un ensemble cohérent de propositions à mettre en œuvre pour une nouvelle programmation éducative à tous les niveaux. En Italie, ils ont la chance de préparer « une rentrée en toute sécurité » : les établissements n'ouvrent qu'en septembre.

Le point central de ce manifeste est de repenser l'enseignement présentiel pour l'améliorer considérablement et écarter toute velléité de voir en l'enseignement à distance une solution d'avenir. Ce moyen de maintenir le lien scolaire par temps de confinement, ne pourra en rien remplacer le rapport entre l'enseignant et l'élève/l'étudiant, fondement de la pédagogie.

La FLC-CGIL veut que son manifeste soit l'occasion d'une réflexion sur l'exercice de la profession enseignante, estimant que le débat a été souvent confisqué aux principaux intéressés et que leur noble activité a été dévalorisée.

Il faut une évaluation de l'enseignement à distance mis en place dans l'urgence : les enseignants ont trouvé les méthodes appropriées pour aller à la rencontre des élèves et ont réussi à amoindrir la distance créée par le confinement. C'est un signe de vitalité de l'école dans des moments de grande souffrance. Mais la véritable école, lieu de rencontre et de socialité, a manqué à tous. Elle a besoin, pour recommencer, d'un engagement extraordinaire de l'État, d'investissements permettant de regagner ce qui a été perdu par des années de pseudo-réformes.

L'urgence sanitaire a rompu l'équilibre du temps scolaire ordinaire, et a privé enseignants et élèves du contexte social dans lequel se déroule l'enseignement comme activité interactive. L'enseignement à distance a montré que ce qui était nécessaire n'était pas tellement de maintenir une sorte de « groupe classe », mais de communiquer avec chaque élève, de veiller à son bien-être et de voir comment chacun suivait les cours.

Le Manifeste reprend les constatations (faites non seulement par les collègues italiens) sur les limites de l'outil numérique : inégalités sociales, fracture numérique, manque d'équipement dans les familles, et impossibilité de contact individuel dont ont besoin les élèves/étudiants en situation de handicap. « L'école à distance risque d'être plus discriminatoire et sélective de celle en présence ».

Les technologies sont des outils et non des moyens. Leur utilisation massive en cette période doit être mise à profit pour réfléchir sur leur rôle éducatif. « Nous devons apprendre à les utiliser, comme nous apprenons à utiliser les ciseaux ou le stylo » : elles ne sont en soi ni bonnes, ni mauvaises. Il ne faut donc pas accepter sans examen critique une quelconque « centralité » de la technologie, à la place de la centralité de la relation pédagogique.

« L'éducation fait toujours partie du cadre scientifique et culturel important, avec des racines et des ramifications prestigieuses dans notre pays ; elle ne peut se transformer en une opération lucrative de marché dans des conditions d'inégalités toujours plus marquées », conclut le Manifeste.

<http://www.flcgil.it/sindacato/documenti/lettere-comunicati-e-documenti/manifesto-per-una-didattica-inclusiva.flc>



Les migrants sont légaux le temps de la récolte des tomates

Luca Casarini, chef de mission de l'ONG italienne *Mediterranea Saving Humans* avait été invité par le Président du Parlement européen, David Sassoli, à une visioconférence à l'occasion des 70 ans de la déclaration de Robert Schumann, considérée comme le début de ce qui allait être appelé plus tard « l'Union européenne ».

Dans une interview au quotidien *Il Manifesto* du 10 mai, Casarini a des mots très durs face à la situation intenable créée en Méditerranée suite à la suspension des sauvetages soi-disant pour cause de COVID19, et les « rapatriements » en Libye des migrants « pêchés » en mer.

Pendant les deux mois du confinement, ce ne sont pas les gouvernements qui ont brillé, mais la société civile. Casarini estime que l'UE devrait être à l'initiative des solidarités, c'est pourquoi il a demandé pour ses navires le pavillon européen, de sorte que, « la prochaine fois qu'on les arrêtera, on arrêtera l'UE », dit-il avec défi.

La Méditerranée tend à devenir une zone de non droit, la frontière la plus dangereuse au monde. L'ONG demande une opération humanitaire organisée par l'UE en Libye : des corridors qui ne seront plus les habituels corridors humanitaires maintenus par les ONG à la place des États manquant de courage. « J'ai rappelé que les geôliers libyens sont financés par des fonds européens, y compris du programme de coopération et développement pour l'Afrique », tance Casarini.

Les journalistes maltais et italiens, et l'ONG *Alarm Phone*, ont révélé l'existence d'une « flotte fantôme » battant pavillon libyen, utilisée par Malte pour les « rapatriements ». À Pâques, au bord d'une embarcation envoyée par Malte pour les transporter à nouveau en Libye, 3 personnes sont mortes de soif ; 51 sont retournées dans un camp à l'ouest de Tripoli, y compris une fillette de deux ans. Ça s'est passé sous les yeux de tous les gouvernements européens, qui n'ont pas bougé.

Casarini est en colère : « s'il y avait eu d'autres moyens, il n'y aurait pas eu besoin de la société civile. Nous repartons dans deux semaines. En Italie, nous voulons les migrants seulement comme ouvriers agricoles avec des permis d'un mois. C'est de cette pauvreté politique que font preuve ceux qui disent qu'une personne est légale seulement jusqu'à ce qu'elle ait fini de cueillir les tomates ».

Rappelons que la FLAI-CGIL a demandé depuis le début de la crise COVID19 la régularisation ces migrants, qui errent comme des âmes en peine quand ils ne peuvent pas trouver du travail, et ne peuvent pas rentrer chez eux. (cf. *Fenêtre* n°2)

<https://ilmanifesto.it/luca-casarini-lue-avvii-unoperazione-umanitaria-in-libia/>

Dernière minute :

Le 14 mai, un accord a enfin été trouvé pour régulariser ces migrants, ainsi que tous les autres travailleurs « illégaux » (qui travaillent au noir) du sud de l'Italie, malgré les efforts du « Mouvement 5 étoiles » pour l'empêcher. Si Salvini pense encore que ce sera au détriment de l'emploi « italien », il n'a pas pu empêcher que la disposition soit incluse dans le « décret Relance », afin qu'elle soit appliquée le plus rapidement possible. Les récoltes ont déjà commencé !

Le chemin était semé d'embûches, car le « Mouvement 5 étoiles », le parti de Beppe Grillo qui participe à la coalition gouvernementale, ne voulait pas que ce soit « un cadeau » aux illégaux. C'est pourquoi ils ont insisté (et obtenu) le renforcement des sanctions déjà prévues par la loi contre le travail au noir.

Mais la ministre du travail, malgré son appartenance aux « 5 étoiles », était favorable à la régularisation : « ceux que vous appelez clandestins sont des travailleurs que vous avez fait mine d'ignorer tandis qu'ils récoltent dans les champs des produits et font de la concurrence déloyale à tant d'entreprises saines », déclare-t-elle, faisant allusion aux patrons qui préfèrent employer des migrants au noir, ce qui coûte bien moins cher que de les déclarer et de payer les cotisations sociales. Ces travailleurs sont peu enclins à protester pour des meilleures conditions de travail ou de salaire : double avantage.

Il est prévu deux canaux de régularisation : les employeurs signalent les travailleurs étrangers qu'ils emploient légalement, ou déclarent les travailleurs irréguliers, étrangers ou italiens, qu'ils emploient et qui sont en Italie depuis le 8 mars 2020, sans avoir quitté le territoire national.

La droite crie à la « folie », car il est aussi prévu que les migrants dont le permis de séjour a expiré depuis le 31 octobre 2019 peuvent se signaler eux-mêmes et obtenir un nouveau permis temporaire de 6 mois pour chercher un emploi. S'ils en trouvent, ils seront régularisés.

Mais ce n'est qu'un premier pas, car de nombreux migrants employés au noir ne sont pas inclus dans ces dispositions et ne pourront pas être régularisés, selon l'association ARCI (*Associazione Ricreativa Culturale Italiana*) qui s'occupe entre autres des droits des migrants.

C'est effectivement un premier pas, mais il était attendu dès le début du confinement, Le Portugal a ouvert la voie. Que fait la France pour ses sans-papiers ?

<https://ilmanifesto.it/braccianti-alla-fine-e-accordo-i-5-stelle-debbono-dire-di-si/>

Népal

« Chaque maison une école » : campagne syndicale pour l'éducation sous confinement

Le premier cas de COVID19 à Katmandou a été détecté le 24 janvier. Le deuxième, le 23 mars, a donné lieu à un confinement généralisé du pays, qui est prolongé jusqu'au 18 mai. Les établissements scolaires ont fermé le 19 mars. Le *Syndicat des enseignants du Népal* a eu depuis deux objectifs : pallier le manque d'école afin que les élèves ne soient pas déscolarisés et veiller à la santé et la sécurité des élèves et des personnels, tout en défendant les droits syndicaux et s'assurant qu'ils étaient respectés par le gouvernement.

Dès le début du confinement, le syndicat a fait des propositions au gouvernement, tirées de l'exemple de la Chine et adaptées à la réalité népalaise. Mais n'a pas attendu les réponses officielles pour mettre en place un réseau de correspondants au plus près des populations pour que sa campagne « chaque maison une école » devienne une réalité.

Tout d'abord, il fallait que les élèves et les familles comprennent pourquoi le confinement était crucial pour leur santé et sécurité. Les enseignants contactaient leurs élèves par téléphone ou internet pour le leur expliquer et pour les rassurer, sous la coordination des directeurs des établissements. La campagne incluait des instructions adaptées aux élèves pour qu'ils organisent leur journée non seulement au niveau des cours, mais aussi d'autres activités comme le yoga, des jeux, des tâches ménagères etc.

Le syndicat a interpellé les autorités pour qu'elles prennent immédiatement des mesures contre la corruption liée au marché noir d'équipements sanitaires. Ces équipements devaient être immédiatement disponibles pour les travailleurs de la santé, tout comme les tests pour toute personne suspectée de COVID19. Le gouvernement devait garantir les soins dans les hôpitaux publics pour tout malade COVID19. Il devait aussi subvenir aux besoins quotidiens de toute personne de faible revenu pendant la pandémie.

Nous ne savons pas si la réponse des autorités a été positive. L'engagement des collègues, dont on mesure les difficultés dans ce pays qui a subi 2015 un séisme de magnitude inédite (8.000 écoles détruites, faisant près de 8.900 morts) est admirable. Les syndicats sont des acteurs de solidarité de premier ordre dans tous les pays du monde.

<https://www.ei-ie.org/en/detail/16779/nepal-education-unionists-mobilise-during-covid-19-lockdown>



Sénégal Interview exclusive n°2

Mouhamadou El Hady Ba, formateur au Département de philosophie de la FASTEF (*Faculté des sciences et technologies de l'éducation et de la formation*) de Dakar et membre du BN du SUDES (Syndicat unitaire et démocratique des enseignants du Sénégal, notre partenaire à l'IE et à la FMTS), nous a accordé une interview exclusive pour laquelle nous le remercions vivement. Répondant aux mêmes questions qu'Oumar Dia (cf. notre *Fenêtre* n°6), il met en lumière les exigences et les attentes de beaucoup d'Africains pour construire « le jour d'après » COVID19 dans une relation de respect et d'égalité entre le nord et le sud.

Quelle est la situation au Sénégal ?

Je dirais qu'il y a eu plus de peur que de mal. Quand nous avons eu le premier cas de COVID 19, tout le monde était persuadé que nous ne saurions pas faire face. Nous étions conscients des limites de notre système de santé. Anthropologiquement, nous vivons dans une plus grande promiscuité que les sociétés occidentales avec plusieurs générations vivant ensemble sous le même toit. Beaucoup ne font pas confiance à nos politiques pour prendre les bonnes décisions. Mais la catastrophe annoncée n'a pas eu lieu. Les politiciens s'en sont remis à l'expertise locale et puisque nos médecins avaient l'habitude de gérer des épidémies, ils ont donné de bons conseils.

L'aéroport et les écoles ont très rapidement été fermés, l'état d'urgence a été décrété et s'est accompagné d'un couvre feu. Il n'y a pas de confinement strict mais tous les déplacements non essentiels ont été découragés, on a imposé les masques dans les commerces et transports.

La population s'est montrée disciplinée et a relativement bien respecté les mesures de distanciation physique. Des gels hydro-alcooliques ont fait leur apparition partout. Par conséquent le virus se répand très lentement. Le Sénégal a pris l'option d'hospitaliser tous les cas de COVID19, de retracer leurs contacts



et de les loger dans des hôtels en les testant régulièrement. De ce fait, deux mois après le premier cas, nous avons 1271 personnes contaminées, 415 personnes guéries et 10 personnes décédées. L'État a réquisitionné un peu partout dans le pays et y loge les contacts en attendant la fin de la période d'incubation.

Le système de santé s'est donc avéré performant, à la surprise générale. Au quotidien, les gens se déplacent généralement masqués à Dakar et la ville qui, comme tout ville africaine, grouillait de monde est désormais semi désertique ce qui rend l'atmosphère finalement assez agréable.

Quelle est la situation dans les universités concernant « la continuité pédagogique » ?

Et dans les laboratoires de recherche ?

La continuité pédagogique n'est pas vraiment assurée. À titre individuel, certains collègues se sont organisés avec leurs étudiants pour faire des cours à distance. Cependant, étant donné le niveau de vie du pays et le fait que certains étudiants sont rentrés dans des villages sans électricité, il est difficile de maintenir en même temps la continuité pédagogique et l'égalité de tous devant le service public de l'éducation. Le choix semble être de travailler autant que possible mais d'attendre la reprise pour évaluer ce qui est possible.

Ceux qui peuvent faire de la recherche de leur maison le font. Les laboratoires sont officiellement fermés et les universités autorisent tous ceux qui utilisent les transports à rester chez eux.

Comment le SUDES a-t-il affronté la crise ?

Le SUDES a continué à communiquer avec ses membres via sa mailing list. Nous avons eu une réunion du Bureau National par visioconférence et une délégation du SUDES a rencontré le ministre et ses collaborateurs pour une séance de travail qui s'est faite avec des masques et en respectant une distance d'un mètre entre les personnes présentes. Nous continuons donc à travailler malgré les conditions.

Quelle est la situation des collègues, titulaires et précaires, ainsi que des étudiants ?

Les étudiants sont rentrés dans leurs foyers respectifs. Il a été décidé que les personnels, titulaires ou précaires recevraient l'intégralité de leur traitement. Sur ce plan là donc, il n'y a pas de problème spécifique.



En tant que philosophe et scientifique engagé, quel regard portes-tu sur la crise COVID19 du point de vue du Sénégal et du « Sud global » ?

Je pense que potentiellement, cette pandémie pourrait avoir des conséquences révolutionnaires pour le Sénégal.

Une chose apparaît clairement : la gestion de cette crise est beaucoup plus efficiente et rationnelle au Sénégal que dans le monde occidental. Nos experts semblent plus compétents et nos politiques paraissent plus rationnels que les politiciens occidentaux. D'ailleurs certains migrants qui étaient en Italie et en France, ont fui vers le Sénégal.

De plus, le Sénégal, qui avait eu tendance à se complaire dans une extrême religiosité, découvre le talent de ses élites séculières et l'impuissance de ses religieux. Potentiellement, cela peut donner une légitimité nouvelle à l'élite universitaire et à la vision scientifique du monde. Cela peut également donner une plus grande confiance à la jeunesse qui voit clairement que l'on peut résoudre nos propres problèmes sans appeler à l'aide.



Il y a d'ailleurs une extrême créativité qui s'est manifestée dans tous les domaines, que ce soit la sensibilisation, la création de masques, la créations de respirateurs artificiels à un prix abordable, la production de gel hydro-alcoolique etc. Si on capitalise sur cette résilience, on peut espérer penser un développement endogène. Du point de vue du Sud Global, je crois que la faiblesse manifeste des plus grandes puissances va peut-être mettre fin au mythe de la dépendance qui fait que nos sociétés sont incapables de se penser autrement que comme les éternelles victimes de la marche du monde. Peut-être prendrons-nous enfin nos propres responsabilités et proposerons-nous des modèles alternatifs de développement basés sur nos valeurs de solidarité et d'interdépendance.

Tes réflexions et propositions pour « le jour d'après »

Je pense que l'une des choses que l'on doit retenir de cette crise, c'est le constat que le monde peut s'arrêter sans disparaître. Ça fait plus de deux mois que presque aucun avion ne vole, que nous sommes

tous plus ou moins confinés. Là où les mécanismes de solidarité sont activés, les gens ne meurent pas de faim. Cela signifie que la permanente fuite en avant, l'accumulation perpétuelle, qui sont à la racine de la crise écologique que nous vivons ne sont pas une fatalité.

Pour le jour d'après, j'aimerais que l'on repense la solidarité, que l'on prenne conscience de notre interdépendance réciproque et que l'on corrige les inégalités. Les travailleurs essentiels de cette crise sont souvent les moins bien payés. C'est une injustice intolérable. Il faut y remédier. Il faut que les hauts revenus et les multinationales paient suffisamment d'impôts et que la solidarité nationale soit renforcée.

Plus spécifiquement, concernant le Sénégal, j'espère qu'on retirera de cette crise une conscience aiguë de ce que nous sommes. Nous sommes certes un pays pauvre mais nous avons tout ce qu'il faut pour gérer une crise sanitaire de cette envergure. Nous avons également toutes les ressources pour penser le développement que nous voulons et le construire. Cela demande un changement de mentalité, l'abandon des distractions qu'elles soient religieuses ou non pour se focaliser sur un projet de société endogène et réaliste.

Vanuatu

Frappés par le COVID19 et le cyclone Harold, mais secourus par le syndicat

Le nom de Vanuatu évoque pour de nombreuses personnes les plages bleues du Pacifique. Proche de la Nouvelle-Calédonie, cet État composé de plusieurs îles a dans notre imaginaire un parfum d'exotisme. Cependant, ce petit pays est menacé par des cyclones fréquents dans la région, et aujourd'hui sous le double coup du COVID19 et du dernier rejeton tropical, qui s'appelle Harold, sans compter la menace d'éruption volcanique : tout cela n'a rien d'exotique, la population y souffre beaucoup. Heureusement, l'engagement du Syndicat des enseignants de Vanuatu a permis de soulager la population, à commencer par les personnels de l'éducation, les élèves et les familles.

Les établissements scolaires sont fermés depuis le 26 mars pour éviter la propagation de la contagion. Le syndicat a approuvé les mesures d'urgence sanitaire et de distanciation sociale, et éclairé autant que possible les communautés sur le rôle du lavage des mains et des équipements de protection.

Du 5 au 7 avril, le pays a été frappé par le cyclone de catégorie 5, le plus puissant depuis 2015. Ce sont les îles du nord qui ont été les plus touchées. L'activité volcanique qui s'en est suivie a conduit à la contamination de l'eau.

Le syndicat devait immédiatement mettre en place un soutien pour ses membres, puisque les jardins que plusieurs d'entre eux cultivaient assurant ainsi la nourriture de leur famille ont été dévastés. Certains membres du syndicat n'avaient en tout et pour tout qu'un bol de riz pour deux repas de leur famille, d'autres n'avaient plus de maison.

Intervenu auprès du ministère de l'éducation pour une réponse immédiate à la catastrophe, le syndicat n'a pas attendu les bras croisés : il a même loué un bateau pour parcourir les îles dévastées et distribuer de l'aide. Cet engagement a fait la différence et aidé 562 familles.

Malheureusement, comme il est indiqué le 12 mai sur le site de l'IE, des mesures d'ampleur pour reloger les enseignants ne sont pas prises et leurs besoins vitaux ne sont pas couverts. Le syndicat fait des efforts colossaux, mais c'est maintenant l'aide gouvernementale et humanitaire qui doit prendre le relais.

Dans le chapitre « ils n'ont pas eu de chance », on peut faire mieux...

<https://www.ei-ie.org/en/detail/16781/vanuatu-teacher-union-steps-up-relief-efforts-to-communities-amidst-covid-19-and-natural-disasters>